

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 20 juin 2024

Zoom sur : Publication du cadre budgétaire de moyen-terme, LPFP colombien.

Le 14 juin dernier, le gouvernement colombien a publié le *Marco Fiscal a Medio Plazo* (MFMP), document annuel présenté aux commissions économiques du Sénat et de la Chambre des représentants contenant des projections macroéconomiques et budgétaires pour les dix prochains exercices budgétaires (équivalent de notre Loi de Programmation des Finances Publiques). Ce document revient, dans un premier temps, sur le faible taux de croissance du pays enregistré en 2023 (0,6 %). **Toutefois, des perspectives plus optimistes sont envisagées pour cette année. Le ministère de l'Économie et des Finances prévoit un taux de croissance de 1,7 %, soutenu par une politique monétaire moins restrictive, une correction graduelle de l'inflation, une reprise des investissements, et de bonnes performances des exportations non-traditionnelles (i.e. hors café, charbon et pétrole).** Concernant l'emploi, la Colombie a enregistré une baisse du taux de chômage à 10,2% en 2023, résultat d'une augmentation historique de 3,4% de l'emploi disponible. Le taux de chômage se dégraderait, néanmoins, légèrement en 2024 pour s'établir à 10,9%. L'inflation a quant à elle, largement reculée, atteignant 9,3% en 2023, soit une baisse de 3,8 points de pourcentage par rapport à 2022. Pour 2024, une inflation de 5,3% est anticipée, favorisée par la dissipation des chocs externes et la stabilisation des prix des carburants. Le déficit courant s'est réduit à 2,5% du PIB en 2023, alimenté par une baisse des importations et un dynamisme des exportations non-traditionnelles et financé principalement par des flux d'investissements directs étrangers, qui ont atteint des niveaux record. En 2024, ce déficit devrait légèrement augmenter, à 2,6% du PIB en raison de la reprise de la demande interne et de la baisse des prix des matières premières. Sur le plan budgétaire, le déficit a diminué à 4,3% du PIB en 2023, mais une détérioration à 5,6% est crainte en 2024 (maximum prévu par la règle budgétaire). Les revenus fiscaux devraient diminuer, passant de 18,8% du PIB en 2023 à 17,1% en 2024, tandis que les dépenses publiques devraient légèrement diminuer de 23,1% à 22,8% du PIB. Enfin, la dette publique nette s'est établie à 53,8% du PIB en 2023, avec une prévision de légère hausse à 55,3% en 2024, légèrement au-dessus de l'objectif prévu par la règle budgétaire de 55%.

Bolivie

La Banque mondiale approuve un prêt de 118,5 M USD pour les routes en Bolivie.

La Banque Mondiale a approuvé un crédit de 118,5 M USD pour un programme de résilience climatique dans le secteur routier en Bolivie, qui bénéficiera à 165 000 habitants des municipalités de Chimoré et Ivirgarzama à Cochabamba, Guanay à La Paz, et Monteagudo à Chuquisaca.

Le programme servira à renforcer la gestion des risques climatiques dans le secteur routier et à améliorer la résilience climatique et la sécurité des ponts et des tronçons routiers dans le pays. Le montant approuvé correspond à un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) d'une durée de 25 ans avec un délai de grâce de 14 ans. Selon la Banque mondiale, la Bolivie fait partie des dix pays les plus vulnérables au changement climatique. Ces dernières années, elle a subi d'importants dégâts dus à des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des températures élevées et des précipitations intenses, qui ont provoqué des glissements de terrain et des inondations ayant de graves répercussions économiques et sociales.

La Bolivie importe 56 % de son essence et 85 % de son diesel.

Le président Luis Arce a révélé lors d'une conférence de presse que l'État bolivien importe 86 % du diesel et 56 % de l'essence consommés sur le marché intérieur. Le président a expliqué qu'en 2014, seuls 22 % de l'essence été importées, tandis que 78 % provenaient de la production nationale. Quant au diesel, en 2015, 50 % ont été importés et les 50 % restants ont été extraits du sol bolivien. Selon les données de l'Institut National des Statistiques (INE), en 2014, la Bolivie a importé 1 million de tonnes de carburants pour une valeur de 1,1 Md USD. **En 2023, les achats ont atteint 2,26 millions de tonnes pour une valeur de 2,85 Md USD. En volume, ces importations ont augmenté de 114 % (plus que doublé) et en valeur, de 157 %.** Le carburant le plus acheté, tant en volume qu'en valeur, est le diesel. Dans ce contexte, M. Arce a expliqué que la principale raison de cette situation a été le manque de projets d'exploration pétrolière. Pour mémoire, la Bolivie met en place des projets visant à produire nationalement du biodiesel, et ainsi substituer une partie de ces importations.

Colombie

La croissance économique en avril 2024 dépasse les prévisions et s'établit à 5,5 g.a.

Selon le département national de statistiques (DANE), l'économie colombienne a enregistré une croissance de 5,5 % g.a. en avril. Cette forte croissance dépasse largement les prévisions des analystes de marché, comme celles de Corficolombiana qui anticipait un taux de croissance d'environ 2 % g.a. pour le mois d'avril. Toutefois, le directeur de Fedesarrollo, Luis Fernando Mejía, relativise cette performance exceptionnelle en soulignant un « effet calendrier » qui aurait stimulé la croissance d'avril. Cet effet est relatif à la date de la Semaine Sainte s'étant déroulée en avril en 2024, contrairement à mars en 2023. La série désaisonnalisée de l'Indice de Suivi de l'Économie (ISE) indique une croissance de 4 % g.a pour le mois.

Le regain de croissance est attribuable au secteur de l'agriculture (+10,2 % g.a.), aux services tertiaires (+5,2 % g.a.) mais principalement au secteur public et services sociaux (+12,7 % g.a.). Excluant ces derniers, la croissance économique aurait été de 2,5 % g.a. pour le mois d'avril.

La dette des entités de santé envers les hôpitaux et les cliniques a augmenté de 4,8 % en seulement 6 mois, sur fond de crise du secteur de la santé.

Selon un rapport de l'Association Colombienne des Hôpitaux et Cliniques (ACHC), la dette des entités de santé¹ (EPS) envers 221 hôpitaux et cliniques a augmentée de 4,8 % en 6 mois pour s'établir à plus de 4 M USD en décembre 2023. De cette dette totale, 54 % correspond à des retards de paiements de plus de 60 jours.

Le régime contributif représente plus de 50 % de la dette totale, concentrant ainsi l'impayé le plus important (2 M USD). Le régime subventionné se place en deuxième position, avec une dette d'environ 900 000 USD, tandis que les débiteurs étatiques occupent la troisième position avec une dette d'environ 335 000 USD.

¹ Les entités promotrices de santé sont des intermédiaires entre les prestataires de soins de santé (hôpitaux, cliniques...) et les bénéficiaires.

Selon l'indice de compétitivité privée, 31 des 32 Départements ont vu leur compétitivité augmenter entre 2019 et 2024.

Ce mardi, le Conseil de la Compétitivité Privée (CPC) et l'Université Rosario ont publié l'indice de compétitivité départementale (IDC) 2024 pour les 32 départements de Colombie et pour la capitale, Bogotá. Cet indice vise à guider les gouvernements locaux dans le développement de leur stratégie de compétitivité. La plupart des départements ont amélioré leur compétitivité depuis 2019, la Caquetá et la Guainía dominant les augmentations annuelles moyennes. Bogotá est en tête de l'IDC 2024, classée première dans 9 des 13 piliers et avec un score global de 8,14/10.

Toutefois, un département déroge à cette amélioration généralisée: Putumayo qui a vu sa compétitivité diminuer entre 2019 et 2024, avec une baisse annuelle moyenne de 0,8 %.

La Colombie se classe dernière en pensée créative lors du classement PISA de l'OCDE.

Cette semaine, l'OCDE a publié les résultats du programme international PISA, évaluant les compétences des élèves de 15 ans en lettres, mathématiques et sciences appliquées. **La Colombie s'est classée au 28e rang, avec une performance inférieure à celle moyenne des pays de l'OCDE. Elle a particulièrement mal performé en matière de pensée créative, se situant au dernier rang parmi 64 pays évalués.**

Singapour a obtenu la première place avec 41 points, suivi par la Corée, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En comparaison, la Colombie n'a marqué que 26 points, partageant sa position avec la Roumanie et la Jamaïque, et étant devancée par d'autres pays de la zone LATAM comme le Chili, le Mexique et l'Uruguay.

Equateur

La société minière australienne SolGold a signé la concession de la mine de cuivre « Cascabel ».

La société minière australienne SolGold, qui détient 90 concessions minières dans le pays, a signé la concession de la mine de cuivre « Cascabel » située dans le nord du pays. Les travaux de construction devraient démarrer en 2026 et les premières exportations de cuivre vers l'Asie et l'Europe devraient avoir lieu à partir de 2030. **Il s'agit de la plus importante concession de cuivre dans le pays,**

d'une durée de 28 ans et qui requiert des investissements de l'ordre de 4,2 Md USD. Les études préliminaires font état de réserves de cuivre équivalentes à 75 années de production.

Le gouvernement annonce l'élimination des subventions à l'essence.

Le gouvernement a annoncé l'élimination des subventions à l'essence à partir de fin juin 2024. **Cette annonce se traduira par la hausse du prix de l'essence de 0,26 USD par gallon (et une indexation aux prix internationaux) et de la mise en place de compensations monétaires directes aux transporteurs (taxis et transport de marchandises) afin d'éviter une hausse généralisée des prix.** Néanmoins les subventions au diesel et au GNL seront maintenues.

Guyana

Le secteur du tourisme, prochain catalyseur de l'activité économique guyanienne.

En 2024, la Guyana prévoit d'accueillir 350 000 visiteurs (+10 % vs. 2023). **Le nombre de visiteurs en janvier 2024 a augmenté de 12,4 % en glissement annuel.** Cette croissance est soutenue par l'ajout de 595 nouvelles chambres d'hôtel et par des événements majeurs comme le *Rupununi Rodeo*, le *Mashramani* et le *Cricket Carnival*. En 2023, l'industrie touristique de la Guyana a soutenu plus de 18 000 emplois selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC).

Les visiteurs proviennent principalement des États-Unis (47 %), des Caraïbes (27 %) et du Canada (9 %), avec une majorité de visiteurs de la diaspora (45 %).

Pérou

L'activité économique a augmenté de 5,3 % g.a. en avril, son plus haut niveau depuis décembre 2021.

Selon l'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI), l'activité économique du Pérou a augmenté de 5,3 % g.a. Cette croissance s'explique par la progression des secteurs de l'agriculture et de l'élevage et de

l'industrie manufacturière, et dans une moindre mesure à celle des secteurs de la construction, de la pêche, des transports, du commerce, des télécommunications, des services aux entreprises, de l'électricité, du gaz et de l'eau. **En revanche, les secteurs des mines et des hydrocarbures, des services financiers, de l'hébergement et de la restauration ont enregistré des baisses.** L'entité remarque que la croissance cumulée entre janvier et avril de cette année a été de 2,3%. Pour sa part, le ministre de l'économie et des finances, José Arista, a déclaré que le PIB national pourrait croître de plus de 3,2% cette année.

Le Pérou recule dans le classement mondial de la compétitivité 2024.

Selon le classement mondial de la compétitivité 2024 de l'Institute of Management Development (IMD, basé en Suisse), le Pérou occupe la 63^e place sur 67 pays, marquant un recul de 8 places par rapport à 2023. Ce classement est le résultat de l'étude de quatre piliers : la performance économique, l'efficacité du gouvernement, l'efficacité des entreprises et les infrastructures. Concernant la performance économique, le Pérou montre un dynamisme plus faible de son économie et du commerce international. Pour ce qui est de l'efficacité gouvernementale, le pays connaît des difficultés au niveau institutionnel et des finances publiques. Concernant l'efficacité des entreprises, le Pérou enregistre des problèmes de productivité, de management et de conditions du marché du travail. Enfin, le pilier des infrastructures est le plus faible, en raison des déficiences en matière d'infrastructures de base, technologiques et scientifiques. **En Amérique latine, le Chili continue d'occuper une place prépondérante, suivie du Mexique et de la Colombie. En revanche, le Pérou a connu une chute spectaculaire, et rejoint l'Argentine et le Venezuela parmi les économies les moins compétitives en 2024.**

Venezuela

Le Venezuela approuve la demande de prolongation de l'exploitation pétrolière par la JV de CHEVRON avec PDVSA Petropiar pour 15 ans, jusqu'en 2047.

L'accord pour la création de Petropiar, entreprise mixte Chevron-PDVSA, a été signé en 2008 pour une période de 25 ans, avec la possibilité de demande une prolongation de maximum 15 ans additionnels, à la moitié de la première période. La vice-ministre des hydrocarbures du ministère du Pétrole, Elianny Palencia a demandé le renouvellement le 17 juin dernier, lors d'une réunion extraordinaire tenue par la commission permanente de l'énergie de l'Assemblée Nationale. Selon des sources parlementaires, la prolongation jusqu'à 2047 implique une série d'investissements de plusieurs millions de dollars dans le domaine des infrastructures, ce qui permettra la croissance et le développement de la production pétrolière vénézuélienne. Petropiar produit actuellement 82 000 barils de pétrole par jour.

Nicolas Maduro indique avoir signer des contrats avec des pays appartenant au BRICS.

M. Maduro a expliqué que son gouvernement avait obtenu ces investissements, sans en détailler le montant total, grâce à la loi anti-blocus, qui permet au président de signer des contrats sans en rendre compte au Parlement, afin d'échapper aux sanctions économiques internationales. Il a indiqué que ces investissements contribueront à stimuler le développement de la société *Corporacion Venezolana de Guayana (CVG)*, un conglomérat de compagnies minières, forestières et électriques appartenant à l'État.

La BCV augmente le montant des interventions bancaires pour maintenir l'ancre du dollar.

Les interventions de change ont atteint 338 M USD au 20 juin, ce qui semble déjà anticiper un mois record, puisque la BCV pourrait dépasser les 446 millions vendus en janvier dernier. A l'aube des élections le gouvernement a augmenté les dépenses publiques. Dans un contexte de financement monétaire, cela a eu un impact sur la liquidité monétaire (+48% depuis le début de l'année) que la Banque centrale « stérilise » en injectant

des devises issues de l'industrie pétrolière afin d'éponger cette liquidité additionnelle: ces interventions monétaires ont permis que le taux de change officiel n'augmente que de 1,4 % en presque six mois.

En chiffres cumulés, l'intervention atteint à ce jour 1,9 Md USD en 2024, en accélération ces deux dernières semaines, mais qui se rapproche des 2,1 Md USD que la BCV avait injecté à la même période en 2023.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr